

Mai 68 à Liège : chronologie commentée



L'article suivant ne présente pas une étude historique achevée sur la réplique liégeoise de la révolte ouvrière et étudiante du printemps 1968 en France.

Il se borne à fournir quelques repères chronologiques qui permettent de suivre l'évolution du mouvement en les contextualisant.

L'occasion de cette recherche a été la réalisation, par la locale esneutoise de Présence et Action Culturelles, d'une exposition « Mai 68, cela s'est passé près de chez vous » illustrée par des dessins d'époque des Liégeois Chuck et Gibbon (provenant des collections de l'IHOES et de particuliers).

Le fond de l'air liégeois en 1968

Socialement, les *golden sixties* ne sont pas une forte période de mobilisation sociale : après la grande grève de l'hiver 1960, les statistiques enregistrent un minimum historique du nombre de conflits.

Deux hypothèses peuvent l'expliquer : d'une part, les conséquences financières d'une longue grève restent pesantes et les travailleurs hésitent à déclencher des actions, d'autre part, le patronat a tiré les leçons de l'action contre la loi unique en privilégiant une pratique de concertation sociale : conventions collectives de longue durée, souvent assorties d'une clause de paix sociale. Ainsi, la vie syndicale d'alors se traduit à la fois par des hausses salariales significatives et une quasi-absence de grèves d'entreprises ou de secteurs.

À côté de la dynamique des acquis quantitatifs apparaît cependant un intérêt pour des revendications plus qualitatives telle l'égalité des genres (grève des femmes de la F.N. en 1966). La crise structurelle de l'économie wallonne (fermeture des charbonnages et inquiétudes pour la sidérurgie) est également pointée et constitue la base des revendications de réformes de structures et du fédéralisme défendues par la FGTB liégeoise, même si, depuis 1962, le mouvement syndical est orphelin de son leader : André Renard.

Le plein emploi est à ce moment quasi assuré (moins de 50 000 chômeurs, on croit rêver !) même si des fermetures d'entreprises entraînent des pratiques d'occupation (Germain Anglo en 1968).

Politiquement, la gauche liégeoise est dominée par le Parti socialiste qui connaît en son sein un débat de tendances autour du journal *La Gauche* où se regroupent militants marxistes et réformistes-révolutionnaires.

Il aboutira à l'exclusion d'une partie de la gauche socialiste du Parti et à la création du Parti wallon des travailleurs qui se divisera bientôt entre une aile fédéraliste (RW) et une aile trotskyste (IV^e Internationale). Les Jeunes Gardes Socialistes connaissent une évolution semblable.

Le Parti communiste, encore influent dans le monde syndical et singulièrement dans l'enseignement, connaît également des divisions. Principalement issu du courant maoïste (*La Voix du Peuple*), ce courant vraisemblablement en raison de son caractère sectaire et ouvrieriste, n'aura que très peu d'in-

fluence à Liège : c'est dans l'immédiat après-68 et essentiellement avec des militants universitaires et lycéens que va se recomposer l'extrême-gauche liégeoise à partir notamment du mouvement « Boule de neige ».

La gauche associative est d'autre part représentée par un groupe de pression impulsé par le syndicat : le Mouvement populaire wallon qui édite son propre hebdomadaire : *Combat*.

Dans les deux cas, Jacques Yerna, secrétaire interprofessionnel de la FGTB liégeoise, est la figure la plus représentative de la gauche syndicale socialiste locale, déjà attentive aux liens nécessaires avec le monde associatif dont celui de la jeunesse.

Le monde ouvrier chrétien, minoritaire dans la région, est aussi acteur d'éducation populaire, notamment à travers ses « équipes populaires » et sa Jeunesse ouvrière chrétienne.

Ces caractéristiques permettent d'expliquer la singularité des événements liégeois notamment les liens forts vite noués entre mouvement étudiant et mouvement syndical (cf. l'initiative de publication de *La Gueuze* : même s'ils ne se traduisent pas, comme en France par exemple par une même dynamique de grève, ils préfigurent un autre type d'action commune entre syndicats et associations tel qu'on le vit aujourd'hui dans les coordinations « d'autres mondes », les forums sociaux, le soutien aux sans-papiers ou l'Université populaire.

Idéologiquement, la préoccupation de l'époque est celle de la « démocratisation culturelle » : devant le constat d'un inégal accès au savoir, les perspectives visent à ouvrir à tous la culture (en l'enfermant dans des maisons) et de rénover l'enseignement (sans lui en donner les moyens financiers). Ce dernier reste très ex-cathedra et ne réalise aucune mixité sexuelle généralisée, excepté, timidement, dans les grandes écoles et l'université. Quant à la mixité sociale, elle aura de la peine à se réaliser tant les écoles sont spécialisées et fermées dans leurs filières (général/technique/professionnel) qui redoublent les cloisons des réseaux (État/Province/Commune/catholique).



L'esprit « 68 » va évidemment précipiter le changement mais sans doute au détriment des formes traditionnelles d'éducation populaire : la Centrale d'éducation ouvrière, le sport ouvrier ou le théâtre prolétarien ne font plus recette et symboliquement, les maisons du peuple ont déjà fermé leurs portes dans beaucoup de communes. Même si la Populaire reste ouverte sur la Place Saint-Lambert, il est significatif qu'elle ne s'affirme pas comme lieu de réunion du mouvement étudiant liégeois : d'autres lieux, notamment des maisons communautaires ou les caves de la FGTB auront cette fonction pendant et après le mouvement.

Le fil des évènements

Au printemps de cette année-là...

- Printemps 1968 : New-York, Rome, Berlin... Des manifestations étudiantes se multiplient dans le monde. La contestation étudiante s'internationalise...
- Début mai : le mouvement de révolte gagne Paris ; après plusieurs grèves, manifestations et répressions, c'est la première nuit des barricades le 10 mai. Le Syndicat des étudiants FGTB de Liège se déclare « solidaire de tous les étudiants en lutte pour une réforme démocratique de l'enseignement ».
- 13 mai : importante assemblée étudiante à l'ULB qui critique la politique du conseil d'administration de l'Université. Dans la suite les assemblées libres vont se répéter à Bruxelles. L'U.G. (Union générale des étudiants de l'ULg) prend une résolution de solidarité avec la lutte des étudiants français, mais aucune action n'est encore décidée.
- Pendant ce temps, Jean Marie Roberti, journaliste de l'hebdomadaire du Mouvement populaire wallon *Combat* couvre le soulèvement à Paris. Ludo Wirix, Luc Toussaint et plusieurs autres étudiants liégeois se sont aussi déplacés sur les pavés parisiens. C'est autour d'eux, avec l'engagement de leaders tels Guy Quaden et Thierry Grisaer et avec le soutien de lycéens contestataires (provenant de Jonfosse, Saucy, Chênée...) que, dans les mois suivants, s'organisera un mouvement de coordination et d'action qui prendra l'appellation de « Boule de neige ».
- 21 mai : c'est la date qui apparaît sur le journal *La Gueuze* sorti des presses de *La Wallonie* et principalement financé par les métallos liégeois : les leaders étudiants liégeois, soutenus par Roberti, ont su convaincre le président des métallos liégeois, Robert Lambion de lancer cette initiative originale. Gibbon et Émile Delvaux ont réalisé les pastiches des BD et des étudiants liégeois, comme Renée Mousset se sont fait imprimeurs pour l'occasion. La date du 21 mai n'est pas nécessairement la date réelle de sortie et de diffusion : certains acteurs de l'époque situent l'évènement au moment de la rentrée universitaire suivante. Quoiqu'il en soit, c'est une satire du quotidien liégeois *La Meuse* à destination des jeunes ; en dénonçant la presse réactionnaire comme l'avaient fait les étudiants allemands, les rédacteurs mettent en avant l'intérêt commun entre monde de l'école et monde du travail dans une perspective de démocratisation sociale.
- 22 mai : alors que les évènements s'amplifient dans toute la France en déclenchant une grève ouvrière massive et que étudiants, chercheurs et enseignants de l'ULB réunis en assemblées libres la proclament « Université ouverte », le conseil d'administration de l'Université de Liège tente d'apaiser la tempête qui risque de se lever en proposant aux étudiants l'instauration d'un « conseil consultatif » aussitôt refusé par l'U.G. qui réclame un véritable « contrôle étudiant ».
- 28 mai : le monde des arts entre en scène : le Palais des Beaux-Arts est occupé et dans cette dynamique, les étudiants liégeois de l'Académie se réunissent et préparent l'occupation des locaux.
- 31 mai : les médias se montrent : les travailleurs de la RTB se réunissent en assemblée libre et exigent d'être acteurs de la gestion de l'institution. Au Palais de Congrès de Liège se tient une autre assemblée libre qui revendique l'autonomie culturelle des peuples wallons, flamands et de la communauté bruxelloise.
- 8 juin : les étudiants de l'Académie de Liège occupent leur école : l'art s'affiche contestataire.
- 19 juin : le calme revient en France et à Bruxelles. Les Liégeois continuent à rester plutôt observateurs : Alain Tourraine est invité à présenter une conférence sur le thème « le mouvement étudiant et la crise politique en France... et en Belgique ? ».
- 1er juillet : vacances de la mobilisation : la révolution est reportée en octobre...

Rentrée 68 : ce n'est qu'un début

- **5 octobre** : la rentrée académique de l'ULg est boycottée par les étudiants à l'appel de l'U.G.
- **10 octobre** : Sauvageot, leader du mai français est invité à tenir un meeting à Liège. Les autorités universitaires craignent le pire et hésitent à permettre l'accès aux salles : « les risques de troubles étant certains, l'usage des salles doit être exclusivement réservé à la communauté universitaire ». Deux mille étudiants se réunissent sur la place du XX Août pour écouter Sauvageot et Guy Quaden s'interroger sur « Quel enseignement, quelle société ? » Guy Quaden y déclare : « Je suis pour la sélection si elle permet d'éliminer de l'université un certain nombre de bourgeois qui s'y trouvent parce que papa y était ; l'université doit être la maison du peuple et non celle du recteur ». L'affiche d'invitation au *meeting* est la première réalisation des « Atpopl » (Ateliers populaires liégeois).
- **22 octobre** : nouveau numéro de *La Gueuze* on y lit notamment : « Les étudiants français : un mois de violence=la réforme universitaire ; les étudiants liégeois : 151 ans de patience=RIEN ».
- **26 octobre** : occupation des bâtiments de l'Université à la suite du refus du recteur de mettre les salles de cours à disposition des étudiants pour y tenir des assemblées libre.
- **30 octobre** : manifestation étudiante à Liège avec la revendication « Libérez l'expression ».
- **4 novembre** : l'assemblée étudiante décide le principe d'une marche sur le Sart-Tilman pour protester contre les mauvaises conditions de transports et l'isolement de la nouvelle université.
- **30 novembre** : manifestation des 400 jeunes liégeois contre le film *Les bérets verts*, symbole de la guerre au Vietnam.
- **9 décembre** : représentation au théâtre du Trianon de la pièce de Wolinski *Je ne veux pas mourir idiot !*
- **12 et 13 décembre** : grève générale et manifestation des jeunes à Liège pour le « droit à l'information ».
- **24 décembre** : vacances de la mobilisation. La révolution est reportée après Noël...

1969 : continuons le combat...

- **6 février** : assemblée générale de l'U.G. qui élit douze observateurs étudiants. Ils exigent d'être présents à la prochaine réunion du conseil d'administration.
- **13 février** : relance de l'action... Devant le refus du recteur d'accepter la présence d'observateurs étudiants au CA, la salle académique est occupée symboliquement.
- **19 février** : l'occupation de la salle académique devient permanente.
- **21 février** : les occupants refont le monde. Au programme : en matinée, débats libres sur le mouvement, ensuite, *teach in* : l'enseignement et l'économie wallonne, en soirée : spectacle théâtral sur la société de consommation.
- **25 février** : le CA de l'Université de Liège accepte le principe de la présence d'observateurs. L'occupation est levée, mais le vent contestataire, poussé par le soutien syndical de la FGTB, trouvera bientôt un second souffle dans le secondaire et les grandes écoles.

Ainsi...

- **1er mars** : assemblée à Charleroi de plusieurs centaines de jeunes à l'initiative du Mouvement populaire wallon.
- **24 octobre** : grève des lycéens de Liège 1, de Chênée, de Jonfosse, d'Herstal... contre la suppression du cours d'actualités.
- **27 novembre** : manifestation à l'appel de l'AGEL (Association des grandes écoles de Liège) : 4000 étudiants défilent en scandant : « Démocratisation : oui, répression : non ! », « Contrôle étudiant ! » et « Nous serons aussi dur que Dubois ! ». Ce dernier vient en effet le jour même faire une conférence à Liège intitulée « L'enseignement bouge ».
- **6 décembre** : les grèves d'étudiants des grandes écoles et du secondaire se prolongent ; une nouvelle génération de militants s'affirme...

Conclusion

Le Mai 68 liégeois fut tardif et modeste. Sa contradiction principale se noue dans la liaison forte qui s'établit dès le départ entre mouvement étudiant et organisation syndicale : c'est à la fois ce qui le rend fort (l'apport syndical se concrétise en aide financière, technique et humaine et se traduit par



un rôle de porte-voix de l'action et de relai de la revendication) et ce qui le déforce (les structures organisationnelles que se donnent le mouvement étudiant sont calquées, voire dépendantes, des syndicats alors que le milieu étudiant est par définition plus mouvant ; la liaison avec la classe ouvrière se fait par médiation syndicale et ne se traduit pas, comme en France, par une contagion ni même une conjonction des mobilisations). On pourrait aller jusqu'à dire que le Mai 68 liégeois est, pour reprendre une expression d'Ernest Mandel, une « répétition générale » des liens entre syndicat et monde associatif. Le monde syndical va multiplier ses prises de position sur les questions « extra-syndicales » et retrouver sur ces terrains nombre de cadres étudiants qui ont prolongé leur expérience de 1968 en s'investissant dans la construction d'associations durables dont les Grignoux sont sans doute, avec l'affirmation des mouvement féministe, tiers-mondiste, pacifiste ou éducatif, l'expression d'une dynamique « boule de neige ».

La particularité liégeoise qui consiste à privilégier le choix de la voie/voix syndicale (plutôt que politique par exemple) pour appuyer et donner plus de poids aux mobilisations et revendications associatives s'est ainsi expérimentée depuis vingt ans.